

# Bulletin d'information

Alliance syndicale contre le travail forcé et la traite des êtres humains



Chers/chères camarades,

Ce bulletin d'information est publié par l'Alliance syndicale contre le travail forcé et la traite des êtres humains. Il s'adresse à toutes les personnes intéressées par ce combat et vise à les informer des activités menées par les syndicats pour lutter contre le travail forcé et la traite des êtres humains dans le monde entier. Dirigée par la Confédération syndicale internationale (CSI), l'Alliance bénéficie du soutien financier du Programme d'action spécial pour combattre le travail forcé de l'Organisation internationale du travail (OIT). Elle a pour objectif de promouvoir « un travail décent pour tous » et s'efforce d'obtenir l'engagement et la coopération des pays et des institutions afin d'éradiquer le travail forcé et la traite des êtres humains, qui en constituent l'antithèse.

La CSI est en train d'élaborer un **Guide des meilleures pratiques** sur le travail des syndicats en matière de lutte contre le travail forcé et la traite des êtres humains, sur la base des données collectées au cours d'une enquête. Tous les membres de syndicats sont cordialement invités à remplir le **questionnaire** en cliquant sur le lien ci-dessous et à le renvoyer avant le 28 août à [merixhan.mehmeti@ituc-csi.org](mailto:merixhan.mehmeti@ituc-csi.org) ou par fax au +32 2 224 02 97. Merci également d'envoyer toute autre information sur les programmes, les activités et les campagnes, ou encore des photographies ou des images susceptibles d'être ajoutées à notre guide. Pour plus d'informations, veuillez appeler le +32 2 224 03 12.

[Circulaire aux affiliés de la CSI](#)  
[Questionnaire](#)

Rapports **CSI-OMC** sur les principales normes de travail :

[Îles Salomon](#) (en anglais seulement)  
[Maroc](#) (en français)  
[Zambie](#) (en anglais seulement)  
[Guyana](#) (en anglais seulement)  
[Nouvelle-Zélande](#) (en anglais seulement)

**Entretien** de la **CSI** avec G. Rajasekaran, secrétaire général du **Malaysian Trade Union Congress (MTUC)**, site en anglais seulement), au sujet des initiatives syndicales destinées à aider les deux millions de travailleurs migrants en Malaisie et à dénoncer l'exploitation dont sont victimes les travailleurs domestiques, une catégorie de migrants particulièrement vulnérable. Voir aussi le récent [communiqué de presse](#) (en anglais seulement) publié par le MTUC le 9 juin, en réponse aux horribles abus et tortures pratiqués sur les travailleurs domestiques.

La **Confédération syndicale allemande (DGB)** a publié un [article](#) (en allemand) décrivant la situation des migrants sans papiers en Allemagne. En plus de citer quelques exemples de « bonnes pratiques », la DGB formule également quelques exigences politiques (source : bulletin [PICUM](#)).

La **CSI Afrique** a organisé un atelier régional à Nairobi (Kenya) du 23 au 26 mars 2009 sur le thème « Développer les stratégies syndicales africaines en matière de travail des enfants, de



## Bulletin d'information

Alliance syndicale contre le travail forcé et la traite des êtres humains



travail forcé, de migration de travail et de traite d'êtres humains ». Cliquez [ici](#) et [ici](#) pour consulter les deux rapports issus de cet atelier (en anglais seulement).

Entretien de la [CSI](#) avec Titus Mlengeya, président national du syndicat **CHODAWU (Tanzanian Conservation, Hotels, Domestic and Allied Workers' Union)**, affilié à l'[UITA](#), sur l'action des syndicats pour défendre les travailleurs domestiques et combattre le travail domestique des enfants : *« Les enfants victimes de trafic et secourus par notre programme nous aident maintenant à identifier d'autres employés domestiques maltraités (adultes et enfants) et victimes d'exploitation, et les amènent dans nos centres. C'est aussi une façon de les faire devenir membres et de leur permettre d'exposer leurs griefs, afin que CHODAWU puisse essayer de régler leurs problèmes avec les employeurs. »*

La [CSI](#) a lancé un nouveau projet intitulé « Créer une coalition européenne de syndicats et d'ONG pour empêcher la violence et protéger les femmes et les jeunes au travail, en se concentrant en particulier sur la traite », en partenariat avec [Anti-Slavery](#) International et financé par l'[Union européenne](#). Pour plus d'informations, veuillez contacter [Sergejus Glovackas](#) au bureau de Vilnius de la CSI. ( [offre d'emploi](#) )

En Irlande, les syndicats ont négocié un [Code de pratiques](#), issu d'un partenariat social signé entre le gouvernement, le patronat et les travailleurs. Ce code met l'accent sur le droit des travailleurs domestiques à être reconnus en tant que travailleurs et à être protégés par les droits du travail. Le Congrès des syndicats irlandais (**Irish Congress of Trade Unions ICTU**) se prononce avec force pour une Convention engageante et continue à cet égard de faire campagne auprès de l'OIT et au niveau national. À cet égard, la [CSI](#) a publié un [livret](#) en collaboration avec son plus grand affilié, le [SIPTU](#) (Services, Industrial, Professional and Technical Union) et l'ONG [Migrants Rights Centre Ireland](#). Par ailleurs, le ministère de la Justice, de l'égalité et de la réforme du droit a élaboré un « [Plan d'action national](#) 2009-2012 de lutte contre le trafic d'être humains en Irlande » en consultation avec l'[ICTU](#).

L'affilié suédois de l'[IBB](#), bois et sylviculture, informe d'un nouveau cas de [travailleurs forestiers migrants](#). En effet, la compagnie *Rent a Pro*, basée en Lettonie, n'a pas respecté la législation et la convention collective de 13 travailleurs d'origine polonaise. Ceux-ci n'ont reçu aucun salaire pendant deux mois, ni aucun paiement pour les heures supplémentaires, etc. (source : <http://www.skogstrafacket.org>).

Le 30 avril 2009, une [déclaration commune](#) (en anglais seulement) sur les travailleurs migrants a été signée par l'[UATUC](#) croate et la [ZSSS](#) slovène, lors d'une réunion intitulée « Syndicats sans frontières ». Ces deux organisations syndicales ont convenu d'informer les travailleurs migrants de leurs droits et de leur offrir une assistance juridique et une éducation.

La [CSI](#) a publié une nouvelle [circulaire](#) avec une [note informative](#) pour les syndicalistes sur les obligations de rapport dans le cadre des mécanismes de contrôle de l'OIT. Les observations doivent être soumises avant le 31 août à la Commission d'experts de l'OIT pour l'application des conventions et recommandations (CEACR) avec copie à : [turights@ituc-csi.org](mailto:turights@ituc-csi.org). Veuillez envoyer vos commentaires sur l'application des



## Bulletin d'information

Alliance syndicale contre le travail forcé et la traite des êtres humains



Conventions 29 et 105 dans votre pays. N'hésitez à pas utiliser cette adresse pour demander conseil ou de l'aide.

Le **FNV Bondgenoten** néerlandais a publié une [brochure](#) (en anglais seulement) contenant un contrat type et des informations sur les lieux où se rendre pour obtenir une protection spéciale, un abri, de l'aide financière et un avocat en cas d'exploitation grave et de traite d'êtres humains dans le secteur du travail domestique.

[Entretien](#) de la **CSI** avec Maung Maung, secrétaire général de la **Fédération des syndicats de Birmanie (FTUB)**, au sujet du mouvement syndical birman et de la situation actuelle en Birmanie (sanctions internationales, procès d'Aung San Suu Kyi, élections de 2010, effondrement de l'économie, etc.), et sur le tout premier congrès de la FTUB organisé en mars 2009.

La **Confédération syndicale des travailleurs des Amériques (TUCA)**, site en espagnol seulement), l'organisation régionale de la CSI pour les Amériques, et le Centre d'aide aux migrants (CAMI) ont reçu une délégation du gouvernement paraguayen. Environ 35 000 Paraguayens vivaient illégalement dans la ville de Sao Paolo. Tous ont bénéficié de la loi d'amnistie brésilienne récemment adoptée. Plusieurs ont pris la parole et décrit leur expérience de la migration, des conditions de travail, des licenciements et de l'exploitation.

La **Fédération syndicale du Koweït (KTUF)** a rapporté l'[histoire](#) de *Muhnadiramla Athula*, employée de maison depuis 10 ans dans une famille au Koweït, loin de son village natal en Asie du Sud, sans avoir jamais reçu un dinar pour son travail. Bien qu'elle ait finalement réussi à s'enfuir et à chercher refuge à son ambassade, elle ne peut rentrer chez elle car son employeur ne veut pas lui rendre son passeport. Un accord de partenariat a été signé entre le **Congrès national des travailleurs du Sri Lanka** et le **KTUF** sur la prise en charge des travailleurs migrants (source : [Solidarity Center](#) de l'AFL-CIO).

Le syndicat espagnol **Confederación Sindical de Comisiones Obreras (CC.OO)**, site en espagnol seulement) a déposé plainte auprès du procureur suite à l'[accident](#) d'un sans-papiers dans une boulangerie de Valence. Une machine industrielle lui a sectionné le bras. L'employeur a jeté le bras, puis a rapidement emmené le Bolivien pour le laisser se débrouiller seul à 200 m d'un hôpital.

La **Fédération des syndicats de Géorgie (GTUC)** a adopté une politique syndicale anti-traite, dans le cadre d'un projet régional de l'OIT portant sur le « Développement d'une réponse anti-traite complète dans le Sud Caucase ». Le 25 mars 2009 s'est tenue une « [Formation sur le trafic, la migration et le travail forcé](#) ». Cette réunion a abordé les problèmes de trafic dans les questions migratoires, le travail forcé, ainsi que le problème de l'offre et de la demande en Géorgie en tant que pays de transit.

En Ouganda, [sept filles](#) sur un groupe de 16 recrutées par l'association des vétérans ougandais pour occuper en Irak un emploi de secrétaire ou de caissière de supermarché ont disparu après avoir été attirées dans un trafic d'esclaves en Irak. Elles ont en fait été vendues à différentes personnes qui se sont empressées de les « acheter » comme des « chèvres sur un marché », et



## Bulletin d'information

Alliance syndicale contre le travail forcé et la traite des êtres humains



certaines d'entre elles furent torturées et violées. Le président général de l'**Organisation nationale des syndicats ougandais (NOTU)** a appelé les gouvernements à assurer que les filles travaillant comme des esclaves soient secourues et renvoyées chez elles. On dénombre plus de 12 000 gardiens ougandais en Irak, lesquels sont recrutés par l'intermédiaire de plusieurs agences, notamment l'Association des vétérans ougandais.

Le 12 juin est la **Journée mondiale contre le travail des enfants**. L'accent est mis sur la situation critique des enfants qui travaillent dans le monde. Cette année, la journée a également été l'occasion de fêter le dixième anniversaire de la **Convention 182 de l'OIT** concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants. D'après l'**OIT**, plus de 100 millions de filles sont impliquées dans le travail des enfants, souvent dans ses formes les plus dangereuses et les plus exploitantes. Les organisations syndicales comme l'**ICEM** sont convaincues que l'éducation constitue le premier et le plus important des pas à faire en faveur du travail décent. L'éducation des enfants et des jeunes adultes est le moyen le plus sûr et le plus sécurisé d'échapper à la pauvreté et de s'assurer un moyen de subsistance décent, une fois adulte.

En publiant un nouveau [rapport](#) (en anglais) intitulé « *Give girls a chance* », le **TUC (Royaume-Uni)** prévient que la crise économique mondiale pourrait entraver les progrès récents en matière de réduction du travail des enfants et de scolarisation d'un plus grand nombre de filles. Le rapport insiste sur les multiples désavantages que connaissent les filles, et qui résultent sur les pires formes de travail des enfants.

La **CSI** a lancé un nouveau [clip vidéo](#) pour signaler ce problème et appelle les gouvernements à s'attaquer à la question de l'exploitation des enfants de manière plus efficace, en finançant une éducation de qualité et en faisant appliquer le droit du travail.

Aux États-Unis, le [Solidarity Center](#) de l'**AFL-CIO**, se bat avec ses partenaires syndicaux et communautaires pour éliminer le travail forcé et le travail des enfants ainsi que la traite d'enfants dans le monde. Son travail se concentre, entre autres, sur :

- l'éradication du travail des enfants, en enlevant les filles des mines au [Congo](#) pour les inscrire à des formations professionnelles ;
- la lutte contre la traite d'enfants et le travail forcé dans les plantations agricoles, l'industrie de la pêche et le travail domestique au [Kenya](#) ;
- la résolution des problèmes de millions d'enfants au [Pakistan](#), en exigeant une approche complète destinée aussi bien aux décideurs qu'à l'opinion publique ;
- le rassemblement d'organisations concernées et travaillant avec de grandes marques, distributeurs et associations industrielles pour mettre fin au travail des enfants soutenu par l'État dans les champs de coton en [Ouzbékistan](#).

## Bulletin d'information

Alliance syndicale contre le travail forcé et la traite des êtres humains



### Informations utiles :

L'[OIT](#) a publié un [article](#) sur la difficulté de définir la ligne de séparation, souvent mince, entre l'exploitation et le travail forcé. Cet article montre que la Zambie est l'un des pays d'Afrique ayant pris des mesures pour comprendre ces problèmes, au moyen de recherches, et pour étudier les mesures à prendre pour les résoudre.

Un réseau d'agences intergouvernementales et de groupes de la société civile internationale présidé par le Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'Homme (HCDH) a publié un [guide](#) (en anglais seulement) sur le renforcement des **droits de protection juridique des migrants** (source : [bulletin d'information du PICUM](#)).

La Fondation pour la justice environnementale (Environmental Justice Foundation, [EJF](#)) a publié un nouveau [guide](#) intitulé « Somebody Knows » expliquant comment les détaillants peuvent étudier leur chaîne d'approvisionnement, en **sachant d'où provient leur coton** et en traçant la production de leurs biens, depuis les matières premières jusqu'aux produits finis, ce qui leur permet d'éliminer le coton produit selon des pratiques environnementales ou sociales inacceptables, comme c'est le cas en Ouzbékistan.

D'après un récent [rapport](#) publié par le Conseil œcuménique sur la responsabilité d'entreprise ([ECCR](#)), les **travailleurs migrants flexibles au Royaume-Uni et en Irlande** restent vulnérables aux bas salaires, aux heures excessivement longues, aux mauvaises conditions d'hygiène et de sécurité, à la discrimination sur le lieu de travail et autres formes d'injustice. Le rapport compare les politiques et pratiques de neuf entreprises de production, de fabrication et de distribution de nourriture en matière de travailleurs migrants, en particulier dans leurs **chaînes d'approvisionnement**. Un élément important consiste à *renforcer la surveillance en augmentant la régularité et la couverture et en veillant à ce que les travailleurs migrants, temporaires et intérimaires soient impliqués dans les audits, de même que les syndicats et/ou d'autres groupes qui défendent les droits des travailleurs migrants.*

L'[OIT](#) a édité un nouveau [manuel de formation](#) (en anglais seulement) destiné aux juges, aux procureurs et aux praticiens de la justice intitulé « Forced Labour and Human Trafficking : Casebook of Court Decisions ». Ce manuel comble une importante lacune, en ce sens qu'il couvre toute une palette d'expériences nationales, depuis les décisions judiciaires sur le travail forcé et servile dans un certain nombre de pays en développement, jusqu'aux décisions les plus récentes sur le travail forcé et la traite dans les pays industrialisés.

Le Réseau des femmes du rapport des Nations Unies (Women's UN Report Programme & Network, [WUNRN](#)) a réalisé une [vidéo](#) (en anglais) montrant la grande misère des **femmes et des enfants** sous contrat de servitude au **Népal**.

Le [GISTI](#), association spécialisée dans les **droits des étrangers**, a publié un nouveau [livre](#) intitulé « Défendre la cause des étrangers en justice ». Ce livre compile les **stratégies développées par des ONG, des syndicats et des avocats** dans le cadre de la défense des étrangers devant la justice et résume trente ans de contentieux engagés devant les juges



## Bulletin d'information

Alliance syndicale contre le travail forcé et la traite des êtres humains



administratifs et judiciaires, la Cour européenne des droits de l'homme et toute la jurisprudence concernant la condition des étrangers. (Source : bulletin [PICUM](#))

Le 7 juillet, l'[Agence des droits fondamentaux de l'UE](#) (Fundamental Rights Agency, FRA) a publié un rapport sur le rôle de l'**Union européenne** dans la lutte contre la **traite des enfants**, dans lequel elle appelle à une législation plus performante pour combattre la traite des enfants. D'après le directeur de la FRA, Morten Kjaerum : « La traite des êtres humains constitue une forme d'esclavage moderne. Chaque année, dans l'UE, de nombreux enfants sont victimes de traite à des fins d'exploitation sexuelle, d'**exploitation du travail**, d'adoption et de prélèvement d'organes. Cette situation est alarmante. Nous devons déployer tous les efforts possibles pour protéger et aider ces enfants ».

Une **nouvelle loi sur le travail domestique au Bahreïn** va réglementer les heures de travail et les conditions de vie du personnel domestique, qui inclut les employés de maison, les chauffeurs, les nourrices et les cuisiniers. Cette nouvelle loi **complètera la loi anti-traite du Bahreïn** adoptée en janvier 2008. Le pays a également signé des protocoles d'accord sur le travail avec le Népal, l'Inde et le Sri Lanka, et cherche à en signer d'autres avec les Philippines et la Thaïlande (source : [Gulf Daily News](#)).

Un [éditorial](#) du New York Times a soulevé la question de savoir pourquoi les syndicats accepteraient la **régularisation de migrants sans-papiers aux États-Unis**, comme l'ont déjà fait deux grands syndicats du pays. Les syndicats semblent comprendre que réformer la politique d'immigration est une question d'autonomisation du travailleur. Les sans-papiers font baisser les salaires et les conditions de travail des Américains en tolérant les faibles salaires et les abus, car ils ne peuvent faire valoir leurs droits.

Le 29 avril, 50 travailleurs sociaux membres du réseau d'ONG [Solidar](#) ont effectué une [déclaration](#) devant le Parlement européen, appelant à une Europe plus sociale. En exigeant des politiques de migration et d'intégration fondées sur les droits et la dignité humaine, Solidar recommande de mieux équilibrer les besoins des sociétés d'accueil avec les **besoins et les intérêts des travailleurs migrants**, et demande à l'UE de favoriser un cadre général dans le système de protection sociale.

Mme Gulnara Shahinian, **Rapporteur spécial sur les formes modernes d'esclavage** (et tout premier rapporteur dans ce domaine) au sein du bureau du [HCDH](#) a exprimé sa profonde inquiétude, dans un [communiqué de presse](#), au sujet de l'exploitation inhérente au « **système restavek** » en Haïti qui, a-t-elle déclaré, est une forme d'esclavage. La demande en enfants esclaves s'est déplacée des familles riches aux plus pauvres, entraînant une situation « alarmante » pour les enfants en Haïti (Source : [Centre d'actualités de l'ONU](#)).

Des milliers de **femmes** sont continuellement victimes de trafic entre l'Afrique occidentale et l'Europe, dans une industrie criminelle valant plusieurs millions de dollars. On estime que **les victimes de trafic en Afrique de l'Ouest** représentent environ 10 % de l'ensemble des victimes de travail sexuel forcé en Europe occidentale (source : [site Internet](#) de l'ONUDC, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime).

## Bulletin d'information

Alliance syndicale contre le travail forcé et la traite des êtres humains



### Événements :

- **18 juin 2009** : *Trafic (non lié à l'industrie du sexe)* : forum de discussion sur la traite de personnes dans les contextes autres que le commerce du sexe, organisé à l'Australian Institute of Criminology, Canberra, Australie, tél : +61 2 6260 9232, fax : +61 2 6260 9201, [www.aic.gov.au](http://www.aic.gov.au). Cliquez sur le lien suivant pour obtenir le programme du forum et les versions téléchargeables des diapositives de présentation : <http://www.aic.gov.au/events/aic%20upcoming%20events/2009/labourtrafficking.aspx>. Pour plus d'informations, veuillez consulter la page [people trafficking](#) de l'AIC.
- **28-29 Août 2009** : ICTU [Ecole d'été](#) session sur le travail forcé et la traite.
- **17-18 Septembre 2009**: CSA réunion à Paraguay sur les migrants et la traite des personnes.
- **8 octobre 2009** : Débat : « *Ce qu'il ne faut pas porter : le coton et l'esclavage des enfants* » concernant l'esclavage des enfants dans l'industrie du coton en Ouzbékistan, organisé par Anti-Slavery International, Amnesty International et la Fondation pour la justice environnementale au Royaume-Uni. Vous pouvez réserver en ligne en allant sur [www.amnesty.org.uk/events\\_details.asp?ID=1202](http://www.amnesty.org.uk/events_details.asp?ID=1202). Pour plus d'informations sur l'esclavage des enfants dans l'industrie du coton ouzbèke, allez à : [www.antislavery.org/homepage/campaign/Uzbekistan\\_cotton\\_industry.htm](http://www.antislavery.org/homepage/campaign/Uzbekistan_cotton_industry.htm).
- **13-15 Octobre 2009**: CSI-PERC AntiSlavery International atelier régionale, Bucarest, Roumanie.

Si vous connaissez d'autres personnes intéressées par cette question, veuillez leur transmettre ce bulletin d'information et invitez-les à s'inscrire en envoyant un message à [lyris@forum.ituc-csi.org](mailto:lyris@forum.ituc-csi.org) et en indiquant « inscription travail forcé » dans le sujet du message, ou en envoyant un courriel à [forcedlabour@ituc-csi.org](mailto:forcedlabour@ituc-csi.org).

Nous vous remercions de nous faire parvenir toute information susceptible d'être publiée dans le prochain numéro.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter [forcedlabour@ituc-csi.org](mailto:forcedlabour@ituc-csi.org)

Site Internet : [www.ituc-csi.org/forcedlabour](http://www.ituc-csi.org/forcedlabour)

